

Les consommateurs doivent être particulièrement vigilants en ces périodes d'avant fêtes

De son coté la DGCCRF renforce ses contrôles



Les consommateurs doivent être particulièrement vigilants en ces périodes d'avant fêtes

Les fêtes de fin d'année génèrent une activité commerciale intense et représentent, de ce fait, un enjeu de consommation important. Aussi, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes procède-t-elle, au cours de cette période, à des contrôles renforcés de l'ensemble des secteurs d'activité économique concernés afin de garantir la meilleure protection au consommateur, tant économique par une lutte contre les fraudes que physique et sanitaire en vérifiant la sécurité des produits commercialisés.

En amont des fêtes de fin d'année, cette opération se traduit par un renforcement des contrôles auprès des fabricants, des grossistes et des importateurs de produits alimentaires et non alimentaires. Les prestations de service, comme l'organisation de voyages ou de soirées de réveillon, feront également l'objet d'une surveillance accrue.

Les contrôles sont concentrés sur les principaux sites commerciaux, en particulier sur les lieux d'animation (marchés généralistes, marchés de Noël, festivités locales...) et les lieux de vente généralistes ou spécialisés. Les sites internet sont également contrôlés. Une attention soutenue est portée aux produits français comme aux marchandises d'importation, quant au respect des règles de sécurité (jouets, articles d'habillement, décoration) et aux produits présentés avec des allégations valorisantes (produits régionaux, signes de qualité).

À l'approche des fêtes, et pendant celles-ci, les vérifications portent davantage sur les métiers de bouche qui proposent des denrées alimentaires festives, notamment des produits sensibles ou onéreux.

L'an dernier, plus de 11 000 visites ont été effectuées dans le cadre de cette opération. Le taux d'anomalies s'élevait à 22 %. 1 140 suites administratives et 790 suites pénales ont été adressées aux professionnels en infraction.